

ACCUSONS LE CAPITALISME



Union des Révolutionnaires-Communistes de France

CONSTRUCTION DU PARTI

Arcelor-Mittal, PSA, Renault, Goodyear, Sanofi ... POUR SAUVER LES EMPLOIS ET L'INDUSTRIE : NATIONALISATION SANS INDEMNISATION ET AVEC CONTRÔLE OUVRIER DES MONOPOLES CASSEURS D'EMPLOIS !

Plus de 1 000 entreprises ont été fermées ces 3 dernières années. La production industrielle en France se monte à 12 % des activités économiques loin derrière l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie. L'affrontement Capital/Travail a pour forme principale aujourd'hui, d'un côté la **volonté de la classe capitaliste de supprimer les emplois et de fermer sites ou usines pour réaliser le profit maximal**, et de l'autre l'**aspiration légitime de la classe ouvrière et des travailleurs à sauver les emplois pour éviter chômage, désertification des villes ou régions, paupérisation des familles**.

L'argument de la bourgeoisie monopoliste et des partis gouvernementaux UMP et PS est connu : dans le cadre de l'Union européenne, la concurrence « libre et non faussée » fait rage, pour sauver notre économie, il faudrait toujours plus de compétitivité, de rigueur, d'allègement de la dette

publique, de flexibilité, tout en baissant les salaires !

C'est le sens de l'accord scélérat et tripartite (MEDEF/gouvernement/syndicalisme de collaboration de classe). Mais cette politique, déjà appliquée depuis des années, nous en connaissons les fruits amers : baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, fermetures incessantes d'entreprises, chômage massif. Seul le Capital tire son épingle du jeu avec l'explosion des profits du CAC 40 (73 milliards en 2012), renforcée de plus par les aides publiques à la finance et aux entreprises sans aucune contrepartie.

À ceux (les réformistes) qui préconisent une gestion alternative sans toucher à la propriété des monopoles, l'URCF répond que **la source de tous les maux se trouve dans le système capitaliste, avec sa propriété privée des moyens de production et d'échange, l'exploitation de la classe ouvrière et des autres couches de salariés, son**

État au service de la classe dominante, et son cartel d'États capitalistes qu'est l'UE. En effet, l'oligarchie ou aristocratie financière n'a nullement pour finalité de servir les intérêts économiques du pays, mais de servir uniquement ses intérêts rapaces de caste, y compris par des guerres impérialistes comme au Mali. L'État capitaliste a su trouver immédiatement les sommes faramineuses à dégager pour permettre à quelques grands groupes français la mainmise sur le Sahel.

La première des priorités est de sauver les emplois. C'est pourquoi l'URCF soutient toute mesure qui va dans ce sens comme « l'interdiction des licenciements boursiers », même si cette mesure constitue un statu quo et se situe dans le cadre des rapports de production capitalistes. Par contre, la vigilance s'impose quand des syndicats appellent « au respect des engagements ».

L'expérience montre pourtant le peu de crédit de la parole patronale ou lorsque les discussions portent sur les plans sociaux, les préretraites, les reclassements, c'est-à-dire accompagnent les plans de casse. Montebourg, véritable sapeur-pompier des luttes, recherche inlassablement un « bon repreneur » qu'il a d'ailleurs beaucoup de mal à trouver. Et alors, en cas de repreneur capitaliste, les mêmes causes engendreront les mêmes effets.

L'autre priorité, c'est de sauver le tissu industriel mis à mal dans notre pays et que ne permet pas la seule interdiction des licenciements ; sans action pour défendre le tissu industriel, la liste des fermetures ne cessera de s'aggraver. C'est la raison pour laquelle l'URCF appelle les travailleurs concernés à **se mobiliser pour la nationalisation sans indemnisation des groupes casseurs d'emplois avec contrôle ouvrier** (sous l'égide des assemblées générales des salariés). Cette mesure sauverait et développerait les emplois, confierait les aides publiques aux représentants des travailleurs, permettrait le développement industriel avec de nouvelles garanties statutaires : transformation des CDD en CDI, sécurité de l'emploi,

satisfaction des besoins des travailleurs de l'entreprise concernée et du pays. Une telle lutte verra se dresser contre elle la sainte-alliance du Capital : Partis des monopoles PS, UMP, MEDEF, UE, État capitaliste ; mais la classe ouvrière et les travailleurs rassemblés peuvent être plus forts.

La nationalisation sans indemnisation et avec contrôle ouvrier ne sera pas octroyée ; elle ne peut que résulter des actions, grèves et luttes de classes continues, en premier lieu des travailleurs concernés et de la solidarité active dont ils doivent bénéficier. Laurence Parisot (MEDEF) crie « au vol de la propriété » à propos des nationalisations, mais les accapareurs des richesses produites, ce sont les siens, ceux de sa classe capitaliste qui, ayant bénéficié durant des années des milliards d'aides publiques, les ont dilapidées dans la spéculation et les investissements douteux.

En 1945, le capitaliste Renault était exproprié pour fait de collaboration, c'est la solution à laquelle nos luttes doivent tendre. Certes ce n'est pas la rupture avec le capitalisme, mais c'est un pas en avant pour limiter le pouvoir de tel ou tel monopole et pour que s'unisse le mouvement ouvrier et

populaire dans la défense des emplois et du secteur industriel autour de la nationalisation sans indemnisations et avec contrôle ouvrier des monopoles casseurs d'emplois !

Au travers de la lutte pour la nationalisation, rappelons-nous que la crise que nous traversons est inhérente à la propriété privée des grands moyens de production et d'échange, car c'est la base de la société capitaliste. **Pour en finir avec la crise, il faut le socialisme, une société qui repose sur la propriété collective et sociale des moyens de production et d'échange, avec le pouvoir de la classe ouvrière.**

Paris, le 10 février 2013

À ne pas manquer :

SAMEDI 20 AVRIL à 14h

**Salle de l'AGECA
(Paris 11ème)**

RÉUNION PUBLIQUE :

**« Nationalisation
sans indemnisation
avec contrôle ouvrier
des monopoles
casseurs d'emplois »**



Qu'est-ce que l'URCF ?

L'Union des révolutionnaires-communistes de France est une union à l'échelle de tout le pays, de militants communistes engagés autour de l'objectif de construction d'un nouveau et authentique P.C. continuateur du PCF (révolutionnaire) mais critiques et en rupture avec son héritage négatif, réformiste et révisionniste.

Organisation marxiste-léniniste, l'URCF mène un combat quotidien contre le capitalisme, pour la défense des revendications sociales, pour les droits et libertés démocratiques.

L'URCF défend la solidarité internationaliste, s'inscrit dans le combat pour la renaissance du mouvement communiste international, la solidarité avec les peuples en lutte de la Palestine à Cuba socialiste, la lutte contre les fauteurs de guerre impérialistes.

L'URCF agit pour que la France se retire des instances impérialistes : OTAN, Union européenne, se prononce pour l'autodétermination des peuples néo-colonisés.

Les 200 thèses pour une identité communiste sont le fondement même de sa ligne politique. Le programme de l'URCF est publié sous le thème, Le socialisme: seule alternative au capitalisme ! Avec la campagne "Accusons le capitalisme" dont elle est l'initiatrice, l'URCF cible la propriété privée des moyens de production et la dictature du Capital, obstacles à l'émancipation des travailleurs.

Pour l'URCF, il faut une seule organisation Communiste en France. C'est pourquoi nous travaillons à l'unification du mouvement communiste. Ensemble, construisons le Parti dont les travailleurs ont besoin pour préparer une nouvelle révolution française anticapitaliste et socialiste !

Rejoignez notre combat !



LISEZ INTERVENTION COMMUNISTE
Le journal de tous les travailleurs

BULLETIN D'ABONNEMENT Spécial (Tarif réduit)
1 an : 10 € - Soutien : 30 €

NOM : _____ Prénom : _____
Adresse : _____

Code postal : _____

VILLE : _____

Chèque à l'ordre des " AMIS D'OULIANOV " B.P.40084
75862 PARIS cedex 18

Notre site : www.URCF.fr

Imprimer par nos soins - Ne pas jeter sur la voie publique